

## **Sur la nouvelle violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone**

La guerre civile sévit au Libéria et au Sierra Leone ; la terreur islamiste règne sur l'Algérie et l'Égypte ; en Ouganda l'armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army) est impliquée dans des actes de destruction apparemment dépourvus de finalité... Aux yeux d'un certain nombre d'observateurs, ces faits démontreraient que l'Afrique est actuellement en proie à l'anarchie (Kaplan, 1994). En tout cas, les conflits y sont caractérisés par une violence dont l'étrangeté remet en question les conceptions courantes concernant le bon usage de la force à des fins politiques. La position classique en la matière se trouve clairement exprimée dans les écrits d'Anthony Giddens (1985) qui, prenant pour modèle d'analyse le paradigme de la guerre froide, considère la violence politique comme une prérogative exclusivement étatique. Selon cette perspective, toute violence qui n'en émanerait pas sera considérée comme un phénomène essentiellement réactif. Ainsi, sans oppression étatique il n'y aurait pas de révolte paysanne.

Or, dans l'Afrique des années 90, la nouvelle violence politique est paradoxale : elle éclate dans un cadre étatique faible. Loin d'être générée par l'oppression de l'État, elle serait plutôt liée à l'effondrement de celui-ci. Nous allons tenter, dans le cadre de cette étude, d'en décrire et d'en expliquer quelques-unes des caractéristiques.

### **La nouvelle violence politique en Afrique : essai de théorisation**

La violence politique répond à des impératifs stratégiques directs : les islamistes égyptiens, par exemple, s'en prennent à l'industrie touristique afin de saper les dirigeants au pouvoir, qui en tirent l'essentiel de leurs ressources. Mais, ne considérer la violence politique que sous cet angle en fausserait la compréhension. Car cette violence sert aussi à exprimer des croyances et se trouve socialement située. Pour comprendre en quoi consistent ces croyances, ces connotations sociales, ainsi que leur mode spécifique d'expression, il est indispensable de recourir à une analyse culturelle. A cet égard, l'anthropologie est riche de nombreuses traditions. S'agissant précisément de cette étude, nous nous sommes référé à l'école

néo-durkheimienne, représentée notamment par Douglas, Thompson et Wildavsky (1). Selon cette approche de la culture, les principes de la légitimation sociale (*accountability*) varient systématiquement suivant quatre (ou cinq) axes qui constituent des bases de référence institutionnelles : individualisme, fatalisme, hiérarchie, égalitarisme (et repli) (Douglas, 1996). Les agents sociaux se conforment au cadre institutionnel au sein duquel ils évoluent : chacun secrétant des attitudes susceptibles de fonder la confiance et la légitimité. Douglas (1987) interprète ces principes de la façon suivante : les institutions pensent partiellement pour nous.

Dire cela ne revient pas à faire allusion à un quelconque déterminisme, mais à la propension (démontrable empiriquement) des attitudes collectives à guider l'action sociale. Cet effet de la culture institutionnelle est vraisemblablement plus marqué dans des contextes ne fournissant guère d'espaces et d'incitations à la réflexion et à l'analyse. D'où la nécessité de prendre en considération des faits relevant de la sphère du quotidien, et les réactions liées à la crise. Plus précisément, la théorie néo-durkheimienne de la culture met l'accent sur le « choc des légitimités » (*« clash of accountabilities »*) – c'est-à-dire la tendance de groupes dotés de principes institutionnels divergents à formuler des interprétations radicalement opposées, et donc antagoniques, des droits ou des risques. Ainsi, Douglas et Wildavsky (1982) ont pu montrer que les cadres administratifs d'États hiérarchiques et les responsables d'organismes luttant pour la défense de l'environnement (fonctionnant, eux, en système assez clos et selon des logiques beaucoup plus égalitaires) parvenaient difficilement à un terrain d'entente, s'agissant de l'évaluation des risques écologiques.

Nous pensons utile d'emprunter cette notion de « choc des légitimités » pour expliquer les phénomènes de nouvelle violence politique en Afrique. Nous n'avons pas cherché à interpréter l'ampleur de la violence « endémique » propre à la vie politique africaine (liée pour certains à l'héritage du commerce esclavagiste et du colonialisme), mais à répondre à une question bien précise : comment les auteurs de la « nouvelle violence politique » (qu'il s'agisse, par exemple, des islamistes algériens ou des factions combattantes libériennes) en sont-ils venus à justifier les atrocités commises à l'encontre de leurs propres communautés, au nom de la juste cause de leur lutte *politique* ? Notre analyse s'articule sur la démonstration suivante : là où il y avait autrefois une seule façon d'exprimer la légitimité sociale de la violence, il y en a maintenant deux. Beaucoup de jeunes Africains, victimes de l'effondrement du système éducatif, se trouvent socialement exclus. La violence révolutionnaire constitue pour eux un moyen d'échapper au désespoir. Toutefois, ce qui retourne la violence contre la société, c'est la crise de confiance sapant la légitimité des institutions étatiques. Une partie de la jeunesse, exclue du système scolaire, en vient à douter que toute conception hiérarchisée de la légitimité sociale garantisse jamais l'égalité des chances entre générations. Ceci les conduit à expérimenter des formes nouvelles, égalitaires d'organisation. Une frontière institutionnelle divise les communautés en fonction de l'apparte-

(1) Voir, par exemple, Douglas (1986, 1987, 1993), Douglas et Wildavsky (1982), et Thompson, Ellis et Wildavsky (1990). Pour un point de vue critique et

défavorable, cf. Boholm (1996). Nous tenons à remercier ici Mary Douglas pour les observations qu'elle a formulées à la lecture d'une version provisoire de cet article.

nance de ses membres à une classe d'âge. Caciques corrompus du système hiérarchique et jeunes champions de l'égalitarisme s'opposent résolument. Nul ne saurait échapper à cette lutte : pas même les acteurs les moins compromis avec l'ordre ancien, considérés comme des ennemis qu'il convient de détruire.

### **Hiérarchie et enclave : éducation, vie politique et jeunesse africaine**

La hiérarchie implique l'acceptation de l'inégalité. Celle-ci n'est tolérable (dans la mesure où elle est librement acceptée) que s'il existe un système d'attribution réglementé des statuts et des récompenses. En Afrique, les formes les plus anciennes de la hiérarchie patrimonialiste sont fondées sur un contrat social conformément auquel les tenants du pouvoir garantissent protection à leurs clients, en échange d'un appui politique et matériel. En revanche, la bureaucratie moderne repose, elle, sur un système méritocratique : les personnes étant affectées à des positions, et leur avancement dépendant de leurs qualités, de leur résultats. A l'indépendance, les pays africains ont hérité d'une organisation fonctionnant sur le mode bureaucratique hiérarchisé, tandis que la société civile était encore largement sous l'emprise de réseaux patrimoniaux. Si les gouvernants africains se sont massivement approprié l'aide distribuée dans le cadre de la guerre froide, celle-ci aura servi à alimenter leur système patrimonial, plutôt qu'à entreprendre une modernisation politique radicale, qui eût été délicate et périlleuse. Il en résulte que l'État africain des années 90 relève d'un amalgame entre hiérarchisation bureaucratique et principes patrimonialistes.

Cette hybridation n'est nulle part plus manifeste que dans le domaine scolaire. L'éducation moderne – surtout dans le primaire où les aptitudes de base (lire, écrire et compter) sont immédiatement évaluées par des indicateurs objectifs – inculque le principe de l'adhésion à la méritocratie. Cependant, dans l'Afrique postcoloniale, l'accès à l'éducation supérieure répond à des logiques patrimonialistes. Ainsi, au temps de la guerre froide, on a « vendu aux enchères » des bourses d'études supérieures à l'étranger et bien peu de gouvernants auront résisté à la tentation de s'acheter une clientèle politique par ce biais. Dans ces conditions, le mérite s'est trouvé relégué au second plan. Or, qu'advient-il de ceux qui ne décrochent pas de bourses ? C'est précisément là le point sensible. Tant que les économies et les budgets étaient en progression, beaucoup de jeunes gens acceptaient d'attendre leur tour, convaincus que le « système » (c'est le mot qu'ils emploient) ne les abandonnerait pas. Dans les années 90, il n'y a plus place pour ce genre d'espoir. La demande explose (la moyenne d'âge de la population de nombreux pays africains étant inférieure à dix-huit ans), mais les économies stagnent et les budgets consacrés à l'éducation sont fréquemment amputés. L'État est en faillite, et la jeunesse en arrive à considérer d'un œil critique le principe même de toute hiérarchisation.

Dans le cadre d'une économie de marché performante, la jeunesse écartée du système éducatif pourrait entrevoir son salut dans le secteur des affaires. Le jeune millionnaire *self made man* serait en mesure de toiser

de haut l'arrogant universitaire enfermé dans sa tour d'ivoire. Mais même la réussite économique passe par l'éducation et aucun conflit de valeur ne saurait réellement s'instaurer entre les deux. De toute façon, l'économie de marché se révèle peu développée en Afrique. Les rejetés du système éducatif (qui n'ont souvent rien fait pour mériter un tel sort) se trouvent acculés à survivre dans la rue : leurs chances de s'en sortir sont infimes, et rares les rôles modèles susceptibles de les attirer. Ces classes défavorisées d'exclus se constituent en groupes, sur le modèle des gangs. Débrouillardise et autoprotection sont leurs maîtres mots, tandis qu'ils génèrent une solide adhésion à des valeurs égalitaires. Le gouvernement se voit méprisé, et tout principe hiérarchique de légitimité sociale rejeté. Ainsi se développe une politique d'opposition, égalitariste – la politique de l'« enclave ».

« Enclave » est le terme proposé par Douglas pour analyser ce que de nombreux sociologues désigneraient sous le vocable « secte » : la politique de l'« enclave » étant distincte (Douglas, 1993). Dans ce cadre, confiance et légitimité sont fondées sur des principes égalitaires. Tous les membres du groupe (qu'ils aient été acceptés au hasard des circonstances ou choisis) sont socialement équivalents. Il y a mise en commun des biens comme des tâches. Le leader – premier entre ses pairs – n'a aucunement le pouvoir de diriger, si ce n'est par l'exhortation et l'exemple. Rang, magie et figures de divinité se voient réprouvés. En cas de décision difficile, on aura de préférence recours à l'oracle ou au tirage au sort (2). Les leaders d'enclaves embarrassent fort les tenants du système hiérarchique, qui ne renoncent pas aisément à défendre l'impératif d'un pouvoir exécutif fort. Ils s'emploient donc à les discréditer, condamnant régulièrement l'emprise « mystérieuse » qu'ils exerceraient sur leurs supporters. En réalité, les leaders d'enclaves ont peu de pouvoir et font pâle figure en matière d'autorité. Mais les confrontations violentes sont fréquentes et les tenants de la hiérarchie échafaudent régulièrement des plans visant à les « éliminer » via l'assassinat, l'enlèvement ou en incitant leurs fidèles à les trahir (3). De pareilles actions ne font que renforcer un fanatisme violent, susceptible de favoriser l'avènement du type le plus redoutable du leader d'enclave : le martyr (Douglas, 1986) qui se situe en dehors de toute logique de processus décisionnel, se place au-delà de tout mécanisme institutionnel de contrôle, et se métamorphose en saint voire en véritable demi-dieu.

La « froideur » et le caractère « inhumain » des organisations hiérarchiques sont vécus par les tenants de l'égalitarisme comme une agression insupportable à laquelle peut éventuellement répondre une violence auto-destructrice et sectaire. Ces réactions « de folie » résultent souvent de la

(2) Même la loterie pouvant apparaître comme un mode plus équitable de distribution des ressources entre jeunes exclus, dans un univers où les enseignants échangent des diplômes contre des faveurs sexuelles et où les ministres détournent les fonds alloués aux bourses pour en faire bénéficier leurs clients ou leurs maîtresses.

(3) En 1535 l'enclave millénariste de Münster fut systématiquement inondée de feuillets proposant l'amnistie aux assiégés

à la condition qu'ils dénoncent leur chef, « Jean de Leyde » (le tailleur hollandais Jan Bockelszoon), aux autorités (Cohn, 1970). Le plan de paix soigneusement élaboré au Sierra Leone (signé le 30 novembre 1996) s'est soldé par un échec après l'arrestation et la mise en détention par les autorités nigérianes du dirigeant du RUF, Foday Sankoh, en février 1997, vraisemblablement avec l'accord du gouvernement démocratique du Sierra Leone.

difficulté persistante des enclaves à maintenir leur cohésion, spécialement dans des situations de crise (par exemple, en cas de siège par les forces étatiques) (4). Ces faits entretiennent une forme de paranoïa propre à l'enclave : on y redoute l'apostasie et la « désertion », l'extérieur étant perçu comme incarnant une menace de « pénétration » et de « contamination ». Chantage moral, chasse aux sorcières et actes apocalyptiques d'auto-immolation en résultent.

Cependant, une partie importante de ces jeunes Africains subissant cette nouvelle forme de violence n'en reste pas moins très décontractée, convaincues qu'elle ne mourra que si son heure est venue (un état d'esprit typique en situation d'enclavement). Refusant, toute injonction émanant d'autorités supérieures, les jeunes préfèrent s'en remettre à la chance. Trompés par les hiérarchies, ils ont choisi pour ainsi dire de s'en remettre à la loterie des affrontements violents. La question de la nouvelle violence politique africaine ne se verra certainement pas réglée par la surenchère (comme dans ces États africains ayant décidé d'« imposer la paix », ou qu'il s'agisse d'interventions de la communauté internationale, à l'instar des troupes nigérianes au Sierra Leone). En réalité, seul un renouveau institutionnel permettrait de traiter le problème sous-jacent de l'exclusion sociale. Nous allons donc examiner quelques-unes des conséquences de ce qui nous semble être un cas de figure typique – la confrontation opposant enclavés et tenants de la hiérarchie – dans le cadre d'une étude de cas sur la guerre au Sierra Leone.

### **La guerre au Sierra Leone**

La guerre civile éclata dans ce pays le 23 mars 1991, sous l'impulsion du Front uni révolutionnaire du Sierra Leone (RUF/SL) dont le projet était de mobiliser la classe déshéritée des jeunes exclus. Ces derniers devaient constituer une armée populaire, du type de celle de Museveni, qui renverserait le régime corrompu du All-Party Congress de Joseph Momoh. Le RUF/SL s'inspirait, en partie, des lignées populistes du Livre vert de Kadhafi à l'intention de la jeunesse et était dirigé par Foday Saybana, caporal réformé, ayant autrefois suivi un entraînement à Benghazi. Suivant l'exemple du Front national patriotique du Libéria (NPFL), le RUF/SL a envahi et isolé la région frontalière de Kailahun et de Pujehun : le mouvement ayant recours à des mercenaires libériens (« forces spéciales ») dont la tactique de terreur affolait les populations locales.

Le RUF/SL détenait sous la contrainte et entraînait un grand nombre de jeunes gens capturés dans la zone frontalière. Certaines de ces recrues avaient été arrachées à des écoles isolées, comptant parmi les plus déshéritées du pays. Figuraient aussi de jeunes « volontaires », employés dans des puits diamantifères alluviaux par des commerçants libanais et sierraléonais, piliers du régime. Pour sauver leur vie, les prisonniers n'avaient d'autre choix que de collaborer : certains approuvant les analyses relatives

(4) A cet égard, le siège de Münster Branch Davidian sect à Waco (Texas) (1533-1535) et, récemment, celui de la

constituent des exemples classiques.

à l'effondrement de la société sierra-léonaise présentées par le mouvement et acceptant de plein gré l'entraînement à la guérilla (5).

Face au RUF/SL, l'armée de la République du Sierra Leone (les RSLMF) faisait piètre figure. Des jeunes officiers mal formés s'efforçaient de survivre sur le front en copiant les tactiques de guérilla du RUF/SL, allant jusqu'à en imiter le mode de recrutement et d'entraînement d'« irréguliers » trop jeunes pour le service. Moins impressionnés que les soldats de l'armée régulière par les combattants drogués et extrêmement motivés du RUF/SL, ces « gardes-frontières » recrutés localement prirent massivement part aux affrontements. En avril 1992, de jeunes officiers du front finirent par se révolter contre l'insuffisance de leur solde, ce qui dégénéra en un coup d'État en règle contre la présidence de Momoh. Les jeunes putschistes constituèrent alors un Conseil national provisoire de gouvernement (NPRC). Persuadé que ces derniers avaient adopté ses propres positions radicales, le RUF/SL s'est alors attendu à ce qu'on l'invite à participer à un gouvernement d'unité nationale (RUF/SL, 1995). Mais les milieux politiques civils, notamment dans la capitale, se rallièrent au jeune et rassurant président du NPRC, le capitaine Valentine Strasser (un Krio), en s'employant à le dissuader de toute négociation avec le RUF/SL, discrédité. L'armée fut transformée et réarmée. Les RSLMF qui ne comptaient qu'environ 2 500 hommes au début de la guerre en eurent jusqu'à 15 000 sous le gouvernement du NPRC, beaucoup de nouvelles recrues provenant de cette classe dominée de déshérités que le RUF/SL tentait, lui aussi, de séduire (6).

Le NPRC ne réussit pas à conserver le contrôle d'une armée ainsi élargie. La zizanie divisait ses unités, dont la maigre solde ne parvenait pas toujours en première ligne. Simples soldats et officiers du NPRC se lancèrent donc dans la recherche de diamants alluviaux (principale ressource du pays) en pleine zone de combats. Les officiers déclaraient les territoires en question interdits, et en expulsaient les civils. Ils prétendaient lancer des opérations « de nettoyage » contre le RUF/SL mais, en réalité, ils étaient en quête de pierres précieuses. Des officiers véreux allèrent jusqu'à échanger des armes contre des diamants aux groupes armés du RUF/SL, tandis que certaines unités simulaient des attaques rebelles, à seule fin de chasser les civils et de se livrer au pillage (Keen, 1995). Les irréguliers des RSMLF se révélaient toujours efficaces et, en décembre 1993, ils repoussèrent le RUF/SL dans leur ultime retranchement : la chefferie nomo, à la frontière du Libéria. La situation s'était renversée : le RUF/SL, bloqué du côté libérien de la frontière, se voyant donc acculé à la lutte, ne fût-ce que pour assurer sa survie, à partir de camps isolés dans la forêt du Gola. L'armée du NPRC faisant figure de fantoche bouffi et se trouvant discréditée, des groupes de défense civile se sont alors constitués pour protéger les zones rurales contre les poches de résistance du RUF/SL et les renégats de l'armée. Ces groupes s'appuyaient sur le savoir, à la fois pratique et ésotérique, des chasseurs traditionnels : dans le nord,

(5) Seuls les captifs instruits étaient recrutés pour la guérilla. Les autres étaient utilisés comme main-d'œuvre servile.

(6) Si les observateurs internationaux avaient prêté à ce fait toute l'attention qu'il

méritait, ils auraient été moins surpris que ne le rapporte Hecht (1997) au sujet de l'alliance conclue entre des franges des RSLMF et le RUF/SL, suite au coup d'État du 25 mai 1997.

on appelle généralement ces chasseurs des *tamaboro* et dans le sud ou dans l'est ils sont connus sous l'appellation mende de *kamajo* (au singulier) ou *kamajoisia* (au pluriel). En 1994, certains de ces groupes implantés dans le nord du pays devaient prêter main-forte aux unités des RSLMF à la frontière du Libéria. Ce fut pour briser cette alliance que le RUF/SL lança en novembre 1994 une offensive audacieuse contre la ville de Kabala, dans l'extrême nord du Sierra Leone qui servait de base à l'un des maîtres *tamaboro*. Le guerrier-chasseur légendaire fut tué et sa maison détruite, ce qui entama du même coup le prestige des dirigeants du NPRC. Deux bénévoles britanniques furent pris en otage, la prison locale libérée, et plusieurs jeunes prisonniers rallièrent le RUF/SL.

A la fin de 1994, ce dernier se lançait dans une nouvelle campagne d'expansion : des bases étaient implantées plus avant, des opérations éclairs déclenchées partout dans le pays, afin de s'en prendre aux infrastructures économiques (principalement, le secteur minier), de faire connaître son programme politique, et d'effectuer des recrutements. Une centaine d'écoliers (garçons et filles) furent enlevés au cours de l'un de ces raids (à Kambia, dans le nord-ouest du Sierra Leone) et une majorité d'entre eux incorporés comme combattants dans le mouvement. En mars 1995, Freetown voyait la menace se profiler. Le dénouement de la crise des otages renforça la publicité du RUF/SL, débouchant sur la mise en place d'un processus de paix et la déclaration d'un cessez-le-feu provisoire en janvier 1996.

Le NPRC avait perdu tout appui dans le pays ; soumis à une intense pression internationale, il se scinda à l'occasion du processus de paix. Suite à une révolution de palais, Strasser fut remplacé par le capitaine Julius Maada Bio. Sous la pression de l'opinion, Bio dut, bon gré mal gré, organiser des élections, remportées par une alliance dirigée par le Parti du peuple du Sierra Leone (SLPP) ; les élections présidentielles voyant la victoire du candidat SLPP, Ahmad Tejan-Kabbah, ancien fonctionnaire des Nations unies, qui devait poursuivre le processus de paix lancé par Bio puis Sankoh. Le nouveau gouvernement, démocratique, se méfiait de l'armée, qu'il s'appliqua à tenir à l'écart tout au long des négociations de paix qui se prolongeaient. Il apporta, en revanche, tout son soutien à la mise en place des milices *kamajo*. Le recrutement fut massif, l'entraînement intensif. Fin 1996 il y avait probablement entre 15 000 et 25 000 hommes sous les armes. Jamais ces milices n'ont respecté le cessez-le-feu, écrasant les principales bases du RUF/SL (dont le quartier général de Sankoh, dans la forêt du Gola) au beau milieu des négociations. Sankoh se vit contraint de signer le protocole de paix, le 30 novembre 1996.

Dès 1993-1994, le gouvernement avait entrepris de démobiliser ses combattants adolescents, ce que ne firent ni le RUF ni les milices *kamajo*, même après la signature des accords de paix. Pourchassées par les milices *kamajo*, les unités encore actives du RUF/SL prirent leurs quartiers dans la forêt. En février 1997, Sankoh, qui s'était rendu secrètement au Nigeria (vraisemblablement pour acheter des armes) fut arrêté par les autorités de ce pays. Le 25 mai 1997, une poignée de soldats mécontents organisa un putsch contre le gouvernement Kabbah. Le président fut évincé, et les cadres toujours en place du RUF/SL aussitôt invités à participer au nouveau gouvernement du major Johnny-Paul Koroma. Avant l'interruption

de ses moyens de communication, Sankoh avait fait savoir qu'il acceptait l'offre. Plusieurs milliers de combattants furent alors transportés en autobus à Freetown, puis employés à la formation de recrues provenant de classes sociales très inférieures qui devaient constituer une « armée populaire ». Le RUF/SL se déclara officiellement l'allié du Conseil des forces armées révolutionnaires (AFRC). Dans les forêts riches en diamants des confins du pays, le RUF/SL, qui se targuait de combattre pour la restauration du régime de Kabbah, avait donc échangé sa place avec les milices kamajo.

### **Le puzzle de la nouvelle violence politique au Sierra Leone**

La direction du RUF/SL, bien qu'elle ait toujours affiché des positions patrimonialistes, a été dans ses débuts un mouvement tout à fait classique de guérilla insurrectionnelle. Fin 1993, isolé aux confins du Libéria, le Front était en lambeaux. Ses chefs décidèrent alors de voler des véhicules, de l'armement lourd, et de se cacher dans la forêt. Ce fut à partir de ce moment qu'apparut clairement le syndrome politique de l'« enclave », associé à la nouvelle violence politique. Une partie des exactions apparemment « gratuites » (incendie des maisons, des biens dans les villages) répondait à des objectifs stratégiques. Il s'agissait de terroriser les civils, ou de diviser les communautés, en ravivant de vieilles querelles voire en suscitant de nouvelles – le butin des pillages était parfois « redistribué » dans le but d'encourager les villageois qui rentraient chez eux à s'emparer de biens appartenant à des voisins – les unités du RUF/SL semant ainsi les graines d'une zizanie qui pourrait lui être profitable dans l'avenir.

Mais, après avoir frôlé la défaite totale, le RUF/SL commit des actes de violence consternants : des civils ruraux furent constamment attaqués, la perpétration de mutilations fonctionnant, semble-t-il, comme des messages « politiques » (nez, lèvres et doigts sectionnés) littéralement gravés sur le corps de la victime. Mains ou phalanges étaient aussi coupées pour empêcher les paysans de récolter le riz : ceci constituait un avertissement pour qui aurait encore été tenté de voter aux élections du début de 1996. Quand des fugitifs étaient repris, il arrivait qu'on grave au couteau sur leur corps les lettres « RUF », la blessure fraîche étant frottée au citron vert pour rendre le « tatouage » indélébile. S'ils étaient pris, les candidats à l'évasion hors des camps, ou des zones civiles sous contrôle du RUF, risquaient l'amputation du pied. Ils représentaient, pour leurs compagnons, l'exemple à ne pas suivre. C'est ce qui aura le plus vivement marqué les observateurs extérieurs : comment pouvait-on mutiler de façon aussi répugnante des paysans misérables ? Le mouvement voyait-il alors en eux, peut-être assez sincèrement, un électorat potentiel qu'il fallait soustraire à un régime patrimonial en décrépitude ? Pour de nombreux observateurs étrangers, ces attaques étaient « aveugles », et le fait d'une poignée de « criminels » ayant échappé à tout contrôle (7).

(7) C'est apparemment le point de vue du gouvernement Kabbah, fort de cet argument pour justifier sa volonté d'écraser définitivement le RUF/SL, alors même

que des accords de paix étaient en voie de négociation. Sa position était la suivante : face à une violence aussi manifestement « aveugle », les appels à la raison étaient



Réfléchissons un peu ici. Il arrive certes que des malfaiteurs cherchent à brouiller les pistes en commettant des meurtres. Mais pourquoi perdraient-ils leur temps à accomplir des actes de violence « exemplaires » ? A supposer que le RUF/SL n'ait été qu'un ramassis de rebelles « *without a cause* » (Bradbury, 1995) – reprenant l'expression d'un Sierra-Léonais désorienté – pourquoi les cadres arrêteraient-ils tout pour « prêcher » de la sorte ? Car le mouvement tenait fermement à répandre son discours, en paroles et en actes, au risque d'en perdre l'initiative militaire (8). Il nous faut explorer une tout autre hypothèse : la violence était, certes, terriblement dévastatrice et contre-productive, mais ne s'agissait-il pas là d'une conséquence non désirée de son émergence en tant que mouvement social ? Nous devons en ce cas tenter de répondre à la question qui se pose alors : comment le RUF/SL a-t-il pu bâtir une telle vision de la réalité l'ayant amené à commettre, au nom de la « cohérence » politique et sociale, de telles atrocités contre un peuple auquel il s'identifiait ? Quels fondements sociaux ont pu légitimer des actes aussi odieux ?

### **Le RUF en tant que secte**

Selon nous, le RUF/SL est devenu une « secte laïque », dont les tendances sectaires découlent d'un sentiment d'exclusion sociale et de grandes frustrations en matière d'éducation. Les étonnantes formes de violence manifestées lors des périodes d'isolement dans la forêt constitueraient une réponse face au regain de vitalité des forces traditionnelles opposées à leur mouvement. Explicitons cette hypothèse point par point (9).

#### ***Le RUF/SL en tant que mouvement de protestation face à l'effondrement du système éducatif***

Aux yeux du gouvernement Kabbah, les membres du RUF étaient tous des « bandits » et les jeunes gens intégrés dans les unités régulières ou parallèles de l'armée, après le coup d'État du NPRC en avril 1992, des « voleurs », des « criminels » et des « vagabonds » (Anon, 1997). Mais au cours d'entretiens (Peters et Richards, 1998), les jeunes combattants de toutes factions se sont décrits eux-mêmes, quasi unanimement, comme les victimes de l'effondrement du système éducatif. Avant la guerre, certains d'entre eux s'étaient retrouvés « dans la rue », parce qu'ils ne pouvaient pas payer leurs frais de scolarité. D'autres sont tout bonnement

inutiles. Selon nous, les universitaires devraient toujours considérer avec méfiance les propos de ceux qui tiennent toute violence pour « absurde », essentiellement parce que cela sert les objectifs d'un des camps impliqués.

(8) C'est ce qui se produisit dans une banlieue de New London, Bo, le 27 décembre 1994 : le mouvement s'en était tenu à sa détermination d'« administrer » le message de bonne heure le matin à une assemblée populaire, déclenchant

ainsi la mobilisation de groupes de défense civile s'employant à contre-attaquer (Richards, 1996 b).

(9) Nous nous sommes appuyé ici sur une série d'entretiens approfondis auprès d'anciens combattants de toutes les factions ayant pris part à la guerre. Les interviews ont été réalisées par Krijn Peters et moi-même. Une partie de ce matériau sera publiée dans notre ouvrage (Peters et Richards, 1998).

entrés dans une milice pour survivre, après la fermeture des écoles due à la guerre : leur intégration étant même fréquemment considérée comme une forme d'éducation (en matière de maniement des armes et de tactique d'embuscade).

Les jeunes combattants ont accepté une démobilisation volontaire, parce qu'on les avait assurés que c'était en fin de compte le meilleur moyen de retourner à l'école. Mais leurs espoirs s'évanouirent très vite et, dès après le coup d'État du 25 mai 1997, beaucoup d'entre eux devaient rejoindre les unités irrégulières. Il est remarquable que le RUF/SL, comme les jeunes ayant pris position contre lui (au sein des unités irrégulières des RSLMF et des combattants kamajo) s'accordent tous à reconnaître ainsi que les frustrations de nature scolaire représentent la clé du conflit.

Citons quelques témoignages précis du RUF/SL. Un ex-combattant (qui avait été enlevé) s'est remémoré, au cours d'un entretien, les propos tenus par Sankoh, « guide idéologique » du RUF/SL, s'adressant aux recrues kidnappées à l'école secondaire professionnelle de la « base d'entraînement » de Pendembu, en 1991. Selon ce discours, le RUF se battait pour redresser les « *transparent injustices* » (Sankoh dixit), c'est-à-dire « contre le fait que l'on distribuait des salaires et non pas des emplois à des gens non qualifiés, tandis que les instruits restaient sur le carreau... » (Richards *et al.*, 1996). Fayia Musa, l'un des dirigeants du « conseil de guerre » du RUF fut expulsé de l'Université. Il était instituteur auxiliaire lorsqu'il fut capturé à Kailahun en 1991. Quand nous l'avons interviewé, il s'est souvenu de sa « conversion » à la cause défendue par le RUF/SL, suite à un discours prononcé par Joseph Momoh, le président de l'APC, au plus fort de la situation de crise économique, à la fin des années 80. Momoh déclarait que l'éducation était « un privilège et non pas un droit » (*Focus on Sierra Leone*, cité in Richards, 1996 b). A son arrivée à Freetown, où il venait rejoindre le gouvernement de l'AFRC, fin mai 1997, il a été interrogé à la radio. On lui a demandé d'expliquer le phénomène Sam Bockarie (connu sous l'appellation d'infâme « Maskita »), le chef du bataillon de Kailahun du RUF/SL, et il a d'abord commencé par dire quelles avaient été ses frustrations en matière d'éducation, à Kailahun, puis au Libéria.

Les jeunes combattants opposés au RUF/SL font, eux aussi, le lien entre les frustrations en matière de scolarité et la propagation de la violence. Nous en présentons (Peters et Richards, 1998) un témoignage exemplaire, en la personne d'un jeune combattant kamajo. Son école ayant été fermée en raison des combats, il a rejoint la milice kamajo : y adhérant pour participer à l'écrasement du RUF/SL, à cause duquel sa scolarité avait été interrompue et son rêve d'aller étudier la microbiologie à l'étranger brisé. Comme nos autres informateurs, il s'est plu à évoquer ses réussites en tant qu'étudiant, nous expliquant en quoi les mathématiques (l'une de ses matières préférées) étaient au fondement de toute science. Répondant à notre question sur les causes de la guerre, il s'est montré fort explicite sur l'état d'esprit des jeunes gens qu'il combattait : la plupart des cadres du RUF/SL étaient, comme lui, des étudiants. On pouvait s'en rendre compte sur la base des lettres manuscrites laissées dans les villages attaqués où ils expliquaient leurs objectifs. Ils étaient dégoûtés, selon notre interlocuteur, par le manque de transparence et de méritocratie en matière

d'allocation des ressources dans le secteur éducatif. Certes, lui semblait-il, on pouvait s'en prendre à ces Sierra-Léonais partis étudier à l'étranger, qui n'avaient cure ensuite d'en faire profiter leur pays d'origine ou critiquer les modalités iniques d'attribution des bourses, dictées par les règles opaques du clientélisme politique, estimer qu'il y avait là un juste combat à mener. Il n'en restait pas moins que les responsables du RUF/SL n'auraient jamais dû s'attaquer aux populations déshéritées des campagnes, mais au cœur du gouvernement dans la capitale, ce qui leur aurait permis d'être suivis par une majorité de Sierra-Léonais.

Dans cet ensemble de textes (Peters et Richards, 1998), nous avons également retenu le témoignage d'un jeune apprenti charpentier, enlevé, puis entraîné par le RUF/SL au camp de Malal Hills, à la suite de l'attaque d'une petite ville du nord-ouest du Sierra Leone, début 1995. Le RUF/SL y est décrit comme un mouvement bien organisé sur le plan interne : fort discipliné, s'appuyant sur un programme pédagogiquement et politiquement très clair. Le groupe de jeunes captifs, dont le charpentier faisait partie, arriva après une marche forcée de sept jours au camp de Malal Hills, où il put prendre 24 heures de repos. Une conférence fut organisée à l'intention des jeunes recrues, en vue de leur expliquer pourquoi le mouvement avait opté pour la violence. Le système sierra-léonais était d'abord décrit comme inéquitable, manquant totalement de transparence ; en dépit des richesses minérales du pays, aucune infrastructure n'était développée en zones rurales. Le temps des discours était révolu et, de toute façon, personne n'écoutait les doléances au gouvernement. En ces circonstances, la violence restait la seule solution. C'est pour cela qu'on les avaient réunis et qu'on allait les entraîner à la guérilla. Mais tous ne seraient pas sélectionnés ; la formation ne serait proposée qu'à ceux qui avaient entamé un cursus scolaire et comprenaient pertinemment combien il pouvait être frustrant d'essayer de survivre dans un système à caractère patrimonialiste où l'acquisition d'une formation ne garantissait nullement celle d'un emploi (pour reprendre les paroles de Sankoh, citées plus haut : « *People were assigned salaries not jobs... unqualified people were offered jobs, and qualified people were left unemployed...* »).

C'est sur cette frustration, partagée par beaucoup de jeunes Sierra-Léonais, que comptait Sankoh : il était persuadé que, tôt ou tard, les jeunes gens kidnappés comprendraient son message et qu'ils ne lui en voudraient pas d'avoir été enlevés. Notre informateur a confirmé le fait qu'il saisissait ces logiques, bien qu'il n'ait jamais « digéré » les privations endurées lors de la marche forcée. Au sein du mouvement, on considérait que les soldats non gradés de l'armée gouvernementale étaient eux aussi victimes du même système inique en matière de recrutement ou de promotion et l'on s'attendait à ce qu'ils finissent par rejoindre le RUF/SL en grands nombres. Notre informateur, qui avait visité le camp de base dans la forêt du Gola (le Zogoda) pendant les opérations, nous a dit qu'on y retenait un contingent de ces derniers, espérant qu'ils finiraient par répondre au message du RUF/SL et apporteraient de plein gré leur soutien à la lutte.

*Échec et enclavement du RUF/SL*

Il ne fait aucun doute que Sankoh a su jouer de la frustration engendrée par les travers du système éducatif. Mais le RUF/SL n'a pas toujours pu faire valoir cet atout, largement inopérant s'agissant des populations rurales. Presque immédiatement, la violence des « forces spéciales » libériennes accula le RUF/SL à une position défensive, isolé qu'il était dans une région de forêt dense, se prêtant très mal à l'utilisation de moyens de communication modernes. Cet isolement psychologique se doublait des manœuvres fomentées par les jeunes comploteurs du NPRC qui tentaient de gagner à leur cause la « masse » de la jeunesse, d'abord courtisée par le RUF/SL. De fait, les RSMLF élargies et leurs unités irrégulières alliées ont largement empêché le RUF/SL de communiquer avec les classes urbaines déshéritées, qui représentaient un électorat potentiel, et cet isolement ne devait prendre fin qu'avec le coup d'État du 25 mai 1997.

Cependant, en déployant les « forces spéciales », le NPRC commit une erreur aussi réhabilitaire que celle du RUF/SL, ne sachant pas mettre un terme aux exécutions sommaires de jeunes gens kidnappés, dont les responsables se trouvaient être des officiers de la ligne de front appartenant aux RSMLF (selon Amnesty International, 1992). Il semble que les populations civiles locales leur aient parfois prêté main-forte, dans le but de se venger des atrocités commises par les Libériens ; il est même probable que les dirigeants locaux des RSMLF ont vu là l'occasion d'établir une relation avec les civils (10). Le but de l'opération consistait, bien sûr, à prévenir toute tentative d'évasion. Plusieurs de ces jeunes gens kidnappés ont évoqué la gravité des risques encourus par ceux qui prenaient l'initiative de désertir (Peters et Richards, 1998). Le succès de cette sorte d'entreprise dépendait souvent de l'aptitude à se procurer ou à voler des vêtements propres, après avoir erré des jours et des nuits dans la brousse. L'un de ces jeunes gens nous a fait remarquer qu'une fois métamorphosé en une de ces « dégoûtantes créatures de la brousse », on se trouvait rejeté par tous (Peters et Richards, 1998). En fait, la plupart des kidnappés considéraient tout espoir d'évasion comme vain et s'adaptèrent au mouvement et à son enseignement. Plusieurs nous ont même avoué que cet enseignement avait été très précieux pour eux, parce que les institutions éducatives officielles avaient failli et qu'une grande partie de la jeunesse s'en trouvait socialement marginalisée. Dans ces conditions, il était plus dangereux pour les kidnappés de s'échapper que de demeurer au sein du RUF/SL, inéluçablement entraîné dans sa fuite en avant vers le sectarisme.

Les responsables du RUF/SL ont, eux-mêmes, expliqué qu'ils étaient sur le point de renoncer à la lutte fin 1993. Mais, en l'absence de possibilités de sortie honorables, ils ont finalement décidé de tirer le meilleur

(10) Cette hypothèse s'est présentée à nous pour la première fois dans le secteur de Pujehun (zone de guerre), en septembre 1992, suite aux récits enregistrés auprès de villageois récemment libérés par les troupes gouvernementales. On nous a montré la fosse collective où avaient été enterrés dix-sept jeunes villageois qui avaient rejoint le RUF/SL. L'armée avait procédé

à des exécutions sommaires, certains civils les ayant approuvées. Il fut rapporté que certains des jeunes gens exécutés avaient été « reniés » par leurs propres familles, et que le chef local avait pris sous sa protection personnelle neuf garçons qui, autrement, auraient été exposés à la vengeance des civils.

parti possible de leur situation d'« enclavement » en forêt. « *Nous avons d'abord fait une guerre semi conventionnelle, comptant sur le support logistique des véhicules... Cela s'est révélé une erreur... dans la mesure où nous nous sommes heurtés en même temps aux forces du Sierra Leone, du Ghana et du Nigeria. Nous avons donc décidé de détruire la totalité de nos engins, préférant compter sur une puissance de feu légère, nos jambes, notre cervelle et notre connaissance du pays, alors que nous nous enfoncions toujours davantage au sein de mère-nature... La forêt nous a accueillis, elle a été notre salut... elle demeure notre meilleure garantie de survie et d'autodéfense... même si notre mouvement se trouve complètement encerclé par des forces hostiles* » (11). Le langage tenu est, clairement, celui d'un « nouveau mouvement social » (au sens de Foweraker, 1995). « *Les campagnes ne seront plus réduites à approvisionner l'agglomération de Freetown en bois et en eau... ce type de dégradation et d'exploitation est révolu à tout jamais... il n'y aura plus ni esclave ni maître* »... Une autre phrase telle que « infiltrés, nous avons failli périr » pourrait être interprétée comme un simple constat (en effet, des espions de l'armée pénétraient régulièrement dans les camps de forêt du RUF), mais elle sonne également comme une affirmation aux connotations très sectaires.

Des témoignages relatifs à la vie dans les camps de forêt après 1993 mettent en valeur l'image d'un mouvement guidé par des tendances égalitaristes, peut-être entamées par des considérations d'ordre militaire. Un informateur, vigoureusement opposé au rejet par le RUF/SL d'une hiérarchie fondée sur l'âge, s'est plaint du fait que des jeunes gens ayant été ses cadets à l'école prétendent lui donner des ordres, après avoir montré ardeur et efficacité au combat. Il semble aussi que la souplesse du commandement ait eu une certaine importance : seule une poignée de cadres du RUF/SL étant des officiers permanents, et la majorité guère plus que des « chefs d'un jour ». Les opérations de combat ouvraient, de fait, des perspectives à des jeunes gens qui n'avaient jamais vraiment été pris au sérieux : c'est là un trait partagé avec le mouvement insurrectionnel du Sentier lumineux au Pérou (Palmer, 1992).

Selon nos informateurs le mouvement contrôlait soigneusement la redistribution et l'usage des biens soustraits lors des raids : les confisquer égoïstement revenait à encourir le risque d'une exécution sommaire. Mais ce contrôle de la redistribution du « butin » était-il effectué par les chefs sur le mode du patronage ou selon un esprit égalitaire ? Cela n'apparaît pas très clairement. Des jeunes gens kidnappés ont, en tout cas, rapporté avoir pu s'équiper au gré de leurs besoins en chaussures ou en vêtements dérobés. Visiblement, la gestion des camps se serait rigoureusement conformée à une philosophie des besoins élémentaires : un grand effort étant porté, par exemple, à l'équité en matière de santé ou d'éducation

(11) Quel crédit convient-il d'accorder à ces déclarations ? Aux yeux de certains, *Footpaths to Democracy* (Les Sentiers de la démocratie) révèle avec quelle habileté les négociateurs ont préparé la participation du RUF à un « processus de paix » laborieusement échafaudé. Cette hypothèse se trouve étayée par un passage tel que celui-ci : « Nous reconnaissons qu'en cas de victoire, le RUF/SL devra signer un

contrat politique, économique et social avec le reste de la société, et nous conformer à la demande d'un gouvernement démocratique » (RUF/SL, 1995, p. 18). Mais il a été également possible d'établir, d'après les déclarations de témoins oculaires indépendants, que les camps du RUF étaient étonnamment bien organisés (cf. Richards *et al.*, 1996).

(même si le mouvement n'a en fait jamais disposé que de quelques caisses de médicaments volés ou de reliquats de papeterie pour l'école). Les écolières capturées en 1995 (lors du raid sur Kambia) ont été installées dans le camp de base de Sankoh, par mesure de sécurité, et il était prévu qu'elles reprendraient leur scolarité après le cessez-le-feu. Même la religion semble avoir été abordée dans une perspective d'égalitarisme supra-confessionnel : les camps disposant tous d'une mosquée et d'une église, où l'on était toutefois obligé d'aller prier une fois par jour, sauf à s'exposer à une punition. Enfin, le RUF/SL s'efforça de prévenir tout « tribalisme » en mêlant les individus relevant de divers groupes communautaires et en privilégiant le krio, langue véhiculaire nationale.

Nous pourrions conclure que, sans doute plus en vertu des circonstances que sciemment, Sankoh incarne bien la figure classique du leader d'enclave : peu actif et plus porté à exhorter les foules qu'à s'occuper personnellement des tâches de gestion. A l'époque du cessez-le-feu, le RUF/SL disposait d'au moins six gros camps en forêt, répartis à travers le pays, et d'autres avant-postes défensifs entre lesquels on s'efforçait d'assurer une bonne communication. Un informateur basé au camp de Malal Hills (Peter et Richards, 1998) nous a expliqué que Sankoh intervenait régulièrement à la radio, se livrant à des exhortations, ou annonçant récompenses et promotions. Si la liaison radio était interrompue durant plus d'une semaine, on dépêchait une escouade à son camp de base afin de rétablir le contact (ce qui supposait plusieurs jours de marche vers l'est sur de dangereuses routes secondaires) (12). Il n'était pas rare que les recrues passent plus d'un an au sein du mouvement sans jamais apercevoir Sankoh, qui demeurerait à leurs yeux une sorte de demi-dieu, plus ou moins mythique. La description qui nous a été faite de son départ en hélicoptère, alors qu'il devait se rendre de la forêt du Gola à Abidjan pour prendre part aux négociations de paix, n'est pas sans rappeler le récit biblique de l'ascension du prophète Élie dans les cieux – « un chariot de feu » ayant été mis à disposition par la Croix-Rouge internationale.

Mais restons modestes ici. On ignore encore trop d'éléments quant à l'organisation interne du RUF/SL pour déterminer dans quelle mesure il s'est effectivement conformé à un idéal égalitaire. Il semble néanmoins que, coupé de la population rurale à laquelle il avait d'abord voulu s'adresser, le mouvement ait conforté un mode d'organisation et un type de légitimité propres à une situation d'enclave, d'ailleurs encouragés par les penchants des recrues issues de classes sociales déshéritées en faveur de l'égalitarisme (13). Si le RUF/SL est devenu une secte, il s'agissait moins d'un choix ou d'une intention délibérés que du fruit de circonstances liées à son pénible avènement et aux rejets dont il a été l'objet.

(12) Sankoh, tout comme Saloth Sar (le leader khmer rouge Pol Pot qui l'aurait, dit-on, influencé), a suivi une formation de technicien radio à l'étranger. Dans *Footpaths to Democracy* (RUF/SL, 1995), on peut lire une description enthousiaste de jeunes cadres se penchant de concert sur un équipement de communication mobile fonctionnant grâce à l'énergie solaire.

(13) A cet égard, il peut être intéres-

sant de se demander dans quelle mesure la vie dans les camps de mineurs des filons diamantifères alluviaux a forgé une mentalité « enclavée ». Nous retiendrons deux éléments susceptibles de donner lieu à une enquête plus approfondie. Dans un ouvrage non encore publié, Caspar Fithen a établi que, depuis l'indépendance de la Sierra Leone, l'exploitation minière des diamants est de plus en plus fréquemment

## Sur la violence sectaire

Si les sectes comme les collectivités hiérarchiquement organisées assurent leur protection de diverses manières (l'armée professionnelle de l'État moderne, dotée d'une structure de commandement rigide, servie « aveuglément » par des soldats de métier se situant au plus proche de l'idéal-type de la hiérarchie « bureaucratique »), la perspective de l'enclave se révèle différente. Son univers interne est tenu pour « bon » quoique « faiblement » organisé ; quant à la spécialisation des rôles elle ne va pas de soi dans un contexte où l'harmonie sociale repose sur la légitimité des principes de partage et d'équité. Une grande importance se trouve attachée à la « coquille » de l'organisation, dont on craint toujours qu'elle puisse être brisée par des forces hostiles et permettre des défections : d'où le modèle archétypal de la structure défensive du fossé ou de la muraille, délimitant une zone de sécurité. Selon Douglas (1993), cette « muraille » constituerait une barrière « éthique » dans l'esprit du croyant. « Pars donc si tu le dois », dit-on au déserteur potentiel, mais, au-delà de ces murs, sache que règnent la sauvagerie et ses nombreux pièges dissimulés.

Le « mur » qui a servi de rempart à la secte laïque aura été édifié sur des fondements négatifs, bien davantage que sur la persuasion morale. Le RUF/SL en était réduit à son statut d'enclave rivée sur place, serions-nous enclin à avancer, du fait même des regards portés sur son extrême immoralité et de la volonté d'agents extérieurs de produire leur propre interprétation dénigrante du mouvement. Or, l'accusation d'immoralité était injuste, en ceci que les atrocités commises au début des hostilités avaient largement été le fait de mercenaires étrangers, tandis qu'à partir de 1994-1996 la plupart des membres du mouvement étaient de jeunes Sierra-Léonais enlevés. Les pendaions de villageois et autres exécutions sommaires perpétrées par l'armée à l'encontre de tous ceux que l'on soupçonnait d'être des rebelles auront servi d'épouvantail aux déserteurs potentiels mais, probablement plus encore, à affermir la vision des leaders du mouvement, soit un pays scindé en deux, distinguant enclaves forestières « saines » du reste de la société, « pourri » et « s'effondrant » – les deux zones se trouvant séparées par une zone intermédiaire en proie à la violence et aux destructions. C'est cette zone « morte » qui assurait la cohésion des membres du groupe car elle était difficilement franchissable. Les survivants se cantonnaient à ses marges, créatures hirsutes de la brousse, tant redoutées par la société vivant au-delà (Peters et Richards, 1998). Elle

aux mains de chiites libanais (qui ont repris des affaires précédemment contrôlées par des familles maronites). L'histoire de l'islam chiite (Halm, 1991) est imprégnée d'idéaux rationalistes égalitaristes. Ceci peut expliquer pourquoi les familles chiites, confiantes en leur bonne fortune, ont eu la permission de poursuivre l'exploitation diamantifère, tandis que d'autres communautés libanaises ne pouvaient pratiquer cette activité qu'épisodiquement. Il est possible que cette attitude ait partiellement touché les jeunes mineurs sierra-

léonais que ces Libanais « faisaient vivre ». En tout cas, il ne fait aucun doute que c'est à cause de jeunes mineurs que le RUF/SL s'est détourné de sa route pour effectuer une incursion à Kono en 1992 – ce qui explique la survie prolongée du mouvement insurrectionnel dans la forêt. De surcroît, il serait intéressant de savoir si des idées relatives à la richesse et aux diamants ont contribué à faire adopter au mouvement des valeurs conformes à un esprit d'« enclavement ».

jouait ainsi un double rôle de protection des camps et de confirmation des dires du mouvement quant au naufrage du reste du pays. Des informateurs ayant échappé au RUF/SL nous ont confié leur surprise de découvrir qu'au-delà de la zone intermédiaire la vie continuait plus ou moins normalement (Peters et Richards, 1998).

Ceci nous amène à considérer maintenant la contribution cruciale des miliciens kamajo, qui ont fortement pesé sur l'allure ultérieure du conflit. Les villageois et les cadres du RUF s'accordent sur le fait que les mutilations constituaient une réponse spécifique à la « menace » représentée par cette milice. Ainsi, en juin 1996, un combattant du RUF capturé en service actif puis détenu par l'armée à Bo a déclaré que le RUF/SL n'était plus alors « en guerre » contre les RSMLF mais précisément contre la milice kamajo. Il interpréta un massacre et des mutilations de civils à Gondama, village isolé de la chefferie de Kamajei (au nord du pays) comme des mesures de représailles faisant suite aux opérations des Kamajo contre les camps du RUF, spécifiant bien que les villageois guidaient les miliciens kamajo et les aidaient à récupérer une partie des territoires protégeant le RUF/SL.

Mais, quelle idée ce jeune homme pouvait-il bien se faire d'un « châtimement à la mesure du crime » ? Il importe de se rappeler, à cet égard, que les milices kamajo ont constitué (pour le moins au début) une réaction contre la guerre, véritablement « issue de la base », ainsi qu'une forme de réponse tant à l'encontre de l'armée gouvernementale corrompue que du RUF/SL. Notre jeune informateur kamajo (Peters et Richards, 1998) insiste sur le fait que son unité s'est trouvée placée sous les ordres du chef principal de l'endroit. Il fait remarquer ensuite que les groupes constitués de miliciens partageaient avec l'armée le « droit à la terre », c'est-à-dire une totale liberté de mouvement. Ce sera bien ultérieurement que le gouvernement du SLPP cherchera à prendre part au recrutement et à l'équipement des unités kamajo, s'appliquant à les transformer en milices « ethniques », pratiquement à la solde du gouvernement, mais en dehors de tout cadre constitutionnel. Bref, les unités kamajo faisaient resurgir le vieux pouvoir local patrimonial, échappant à toute emprise étatique. L'intervention kamajo visait à reprendre les terres – régies par le système de la chefferie – de la zone « intermédiaire » aux deux principaux protagonistes : l'armée gouvernementale et le RUF/SL. Pour ce faire, les combattants kamajo s'employèrent à consolider leur image « fonctionnelle » s'agissant de la gestion de la zone « intermédiaire » : protégeant les agriculteurs qui y revenaient, pourchassant et tuant les cadres du RUF/SL, exactement comme ils chassaient naguère le gibier sous l'autorité du chef, maître de la terre.

Dans la tradition locale, les grands chefs devaient d'abord conquérir leur droit à contrôler la forêt en s'illustrant par des prouesses cynégétiques. Le jeune informateur insiste sur le fait que les combattants kamajo, en tant qu'occupants de la zone « intermédiaire », jouissaient du pouvoir magique d'aller et venir à leur guise, et de contrôler tous les espaces – « apparaissant soudainement là où on ne les attendait pas » (Peters et Richards, 1998). Il affirme même avec véhémence que les pouvoirs magiques des *kamajo* (ubiquité et protection contre les balles) sont réellement efficaces, bien qu'il considère maintenant ces pouvoirs comme l'œuvre du Démon



(il faut préciser que, démobilisé à Freetown, il est entre temps devenu chrétien « *born again* »). Il semble aussi que le RUF/SL n'ait pas douté de la réalité de la menace représentée par les *kamajo*. Prêt à combattre jusqu'au bout le pouvoir hiérarchique corrompu, l'hybride bureaucratie patrimoniale, ce mouvement a vraisemblablement été fort désorienté face à ce renouveau inattendu des pouvoirs patrimoniaux plus traditionnels.

C'est la réaction du RUF/SL qui s'avère ici particulièrement intéressante. Mary Douglas a bien fait remarquer que les mouvements « enclavés » rejettent généralement toute magie. On peut émettre en l'occurrence l'hypothèse que les mutilations perpétrées constituent une forme extrême de réponse « rationaliste » aux pratiques magiques du système traditionnel *kamajo*. En effet, le pouvoir de la chefferie « volait » au secours des paysans revenus s'installer dans la zone « intermédiaire » protectrice, ramenant ainsi le combat pour l'autorité et la légitimité au seuil même des camps de brousse du RUF/SL. Si vous faites usage de pouvoirs « magiques » contre nous, semble exprimer ce mouvement, vous verrez que nous répliquerons en recourant à une violence annihilant toute magie et socialement destructrice. Vous cherchez à rendre la zone intermédiaire aux activités productives (sous l'égide de jeunes combattants nantis de gilets pare-balles mystiques) ? Alors nous trancherons les mains des femmes qui voudraient récolter le riz. Vous voulez que les villageois participent à des élections avant la fin des combats (scrutin lors duquel tout détenteur d'une arme peut imposer la démocratie de son choix) ? Alors, vous verrez que nous couperons les doigts de ceux qui oseront se rendre aux urnes. Quant à ceux des nôtres qui songent à rejoindre leurs familles et à se réfugier sous la houlette du chef de l'endroit, nous leur couperons les pieds. Selon cette optique, la « nouvelle violence politique » n'est autre chose que le déploiement désespéré et paroxystique d'une violence devenue l'instrument du « rationalisme » sectaire, contre les forces obscurantistes et magiques de l'autorité traditionnelle des chefs ruraux en pleine renaissance.

## Conclusion

Nous ferons deux remarques pour conclure. La première concerne l'intérêt de développer une approche comparative rationaliste pour interpréter la nouvelle violence politique africaine. Dans cette étude, nous avons tenté d'explorer certains aspects de la théorie néo-durkheimienne de la culture. D'autres perspectives, dites « néo-institutionnalistes », pourraient également se révéler fructueuses, quoique sans doute un peu moins. L'avantage de la théorie néo-durkheimienne est qu'elle permet d'expliquer l'action politique non en termes d'attributs préexistants (voir la notion de « capital social » chez Putnam, 1989), mais à travers l'examen de processus sociaux prenant place dans un cadre institutionnel forgeant les processus de légitimation politique. Cet accent mis sur les aspects généralisables de la *formation* des normes – et sur ce qui arrive quand normes et institutions s'hybrident ou entrent en conflit – nous fournit le cadre d'analyse propre à établir des comparaisons dans l'espace et dans le temps. L'on pourrait ainsi opérer ce genre de comparaison entre les dynamiques institutionnelles, les violences qui les accompagnent, au sein de l'Afrique de l'après-

guerre froide – avec son fossé grandissant entre une classe instruite, évoluant aisément au sein des divers systèmes ou pays, et une classe de jeunes gens autrement moins éduqués, enracinés mais socialement exclus – par rapport à ces parties de l'Europe centrale à l'aube de l'époque moderne décrites par Hermann Rebel (1982), sous l'angle de conflits endémiques engendrés par le chevauchement et l'hybridation d'institutions et de normes sociales appartenant à la fois au registre du capitalisme naissant et à celui du Moyen Age finissant (14).

Des commentaires effectués par Rebel pourraient s'appliquer à une grande partie de l'Afrique actuelle (1982 : 126), notamment lorsqu'il évoque le « *sort de vieilles normes mises à mal par de nouvelles interprétations et par la manipulation de lois anciennes* » en une période de « *guerre civile, communautaire et familiale, où voisins et parents se trahissent les uns les autres* », où « *les soulèvements paysans... ne constituant qu'un aspect de la lutte pour l'autorité et les ressources à laquelle tous participent... et dans laquelle une compétence juridique multiple se révèle aussi profitable que la violation brutale et opportuniste de la loi* » (*ibid.*). Alors que le capitalisme naissant et la réforme bureaucratique des Habsbourg suscitaient la modernisation des foyers paysans, bâtards et fils adoptifs étaient sortis des recoins pour former cette classe sans attache, « sans maître », sujette aux enthousiasmes sectaires et violents de leaders à moitié instruits (Cohn : 1970), qui ne sont pas sans rappeler ceux de certains mouvements sociaux de l'Afrique contemporaine comme le RUF/SL (cf. Douglas : 1986 ; Richards : 1996 b).

Seconde remarque : il convient de souligner ici certaines des implications du type de cadre analytique retenu dans une perspective d'endiguement de la violence. Si cette dernière est effectivement le fruit de l'affrontement de cultures institutionnalisées, il ne sert pas à grand-chose de considérer les actes violents perpétrés sous le seul angle d'un corpus d'idées relatives à la légitimité sociale, fortement enracinées. Une telle approche mutilante ne ferait en fin de compte qu'envenimer les antagonismes. En revanche, la théorie culturelle nous suggère que les Nigériens n'ont peut-être pas été très intelligents en capturant Foday Sankoh, le leader du RUF/SL, pour l'empêcher de participer au processus de paix. L'« élimination » du leader d'une secte ne peut qu'en faire un martyr : la littérature concernée ne manquant pas d'exemples en la matière (Douglas, 1986). Son active participation à la mise en place du processus de paix eût sans doute été plus avisée. Il n'y a rien de tel que la mise au grand jour d'un manque patent d'organisation pour déstabiliser ces colosses aux pieds d'argile que sont les chefs charismatiques.

De façon plus générale, la théorie culturelle offre une alternative sociologique aux théories a-sociales de la conciliation reposant sur les besoins élémentaires (Burton, 1990), ou aux formes individualisées de « conseil thérapeutique aux traumatisés » (actuellement tant à la mode) (cf. Young, 1995). Si la violence crée ou alimente des « visions du monde » en concurrence, on saurait difficilement stopper la guerre en s'en tenant à satisfaire les demandes et à réparer les torts à l'origine des dissensions. Lorsque les conceptions mêmes de la légitimité sociale divergent sous l'effet des violences d'un conflit, apparaît la nécessité de faire appel à une action col-

(14) Nous exprimerons ici notre reconnaissance à Douglas Weiner qui nous a suggéré ce parallèle et nous a fait connaître le livre d'Hermann Rebel.

lective transcendant les catégories sociales engendrées et entretenues par la violence (Douglas, 1986). Au cours de l'histoire, bien des cas de violence sectaire auront été réprimés par la force (Cohn, 1970). Mais dans un monde où l'on s'applique à assurer le respect des droits de l'homme, cette option devient difficilement admissible. Que cela leur plaise ou non, il se pourrait que les classes politiques africaines doivent de plus en plus recourir à des moyens pacifiques pour combler le fossé séparant les mouvements politiques sectaires du reste de la société. Mais ce genre de mode de résolution collectif des conflits demeure très peu pratiqué. Les réponses à apporter devraient s'inscrire dans une mobilisation sociologiquement appropriée des ressources culturelles locales. Cette tâche n'est peut-être pas insurmontable dans ces cas où les fauteurs de la violence sectaire sont des « enclavés », beaucoup plus du fait des circonstances que par choix délibéré.

**Paul Richards**

Université de Cambridge

Traduit de l'anglais par Jean-Pascal Daloz et Bernadette Lacroix

## BIBLIOGRAPHIE

Amnesty International, 1992, *The extrajudicial execution of suspected rebels and collaborators*, Londres, Secrétariat international d'Amnesty International, Index AFR 51/02/92.

ANON, 1997, *Restoration to democratic civilian rule in Sierra Leone : a 90-day policy framework for the restoration of the democratically elected Government*, (mimeo).

BOHOLM (A.), 1996, « Risk perception and social anthropology : critique of cultural theory », *Ethnos*, 61 (1-2), 64-84.

BRADHURY (M.), 1995, *Rebels without a cause : an exploratory report for CARE Britain on the conflict in Sierra Leone*, Londres, rapport non publié.

BURTON (J.), ed., 1990, *Conflict : human needs theory*, Basingstoke, Macmillan.

COHN (N.), 1970, *The pursuit of the millennium : revolutionary millenarians and mystical anarchists of the Middle Ages* (3<sup>e</sup> édition), Londres, Paladin Books.

DOUGLAS (M.), 1986, « The social preconditions of radical scepticism », in J. Law, ed., *Power action and belief : a new sociology of knowledge*, Londres, Routledge.

DOUGLAS (M.), 1987, *How institutions think*, Londres, Routledge.

DOUGLAS (M.), 1993, *In the wilderness : the doctrine of defilement in the Book of Numbers*, Sheffield, JSOT Press.

DOUGLAS (M.), 1996, *Thought and style : critical essays on good taste*, Londres, Sage Publications.

DOUGLAS (M.), WILDAVSKY (A.), 1982, *Risk and culture*, Berkeley, University of California Press.

- FITHEN (C.), 1998, thèse de doctorat en cours de rédaction, University College, Londres.
- POWERAKER (J.), 1995, *Theorizing social movements*, Londres, Pluto Press.
- GIDDENS (A.), 1985, *The nation state and violence*, Cambridge, Polity.
- GOODWIN-GILL (G.), COHN (I.), 1994, *Child soldiers : the role of children in armed conflicts*, Oxford, Clarendon Press.
- HALM (H.), 1991, *Shiism*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
- HECHT (D.), 1997, « Magic kingdom », *The New Republic*, 3 novembre 1997, pp. 16-17.
- KADHAFI (M.), s.d., *Le Livret vert*, Benghazi, Libye.
- KAPLAN (R.D.), 1994, « The coming anarchy : how scarcity, crime, overpopulation, and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », *Atlantic Monthly*, février (pp. 44-76).
- KEEN (D.), 1995, « "Sell-game" : the economics of conflict in Sierra Leone », contribution à la conférence West Africa At War : Anarchy or Peace in Liberia and Sierra Leone ?, département d'anthropologie, University College London, Londres WC1E 6BT, 21 octobre 1995.
- PALMER (D.S.), ed., 1992, *Shining Path of Peru*, Londres, C. Hurst.
- PETERS (K.), RICHARDS (P.), 1998, « Why we fight : voices of youth ex-combatants in Sierra Leone », *Africa*, v. 68 (1) (sous presse).
- PUTNAM (R.), 1989, *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*, Princeton NJ, Princeton University Press.
- REBEL (H.), 1982, *Peasant classes : the bureaucratization of property and family relations under early Habsburg Absolutism 1511-1636*, Princeton NJ, Princeton University Press.
- RENO (W.), 1995, *Corruption and state politics in Sierra Leone*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RICHARDS (P.), 1996a, « Chimpanzees, diamonds and war : the discourses of global environmental change and local violence on the Liberia-Sierra Leone border », in H. Moore, ed., *The future of anthropological knowledge*, Londres, Routledge.
- RICHARDS (P.), 1996b, *Fighting for the Rain Forest : war, youth and resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey.
- RICHARDS (P.), ABDULLAH (I.), AMARA (J.), MUANA (P.), STANLEY (E.), VINCENT (J.), 1996-1997, *Reintegration of war-affected youth and ex-combatants : a study of the social and economic opportunity structure in Sierra Leone*, rapport non publié.
- RUF/SL, 1995, *Footpaths to democracy : toward a New Sierra Leone*, s.l. (« The Zogoda » ?), The Revolutionary United Front of Sierra Leone.
- THOMPSON (M.), ELLIS (R.), WILDAVSKY (A.), 1990, *Cultural theory*, Boulder et San Francisco, Westview Press.
- YOUNG (A.), 1995, *The Harmony of Illusions : Inventing Post-Traumatic Stress Disorder*, Princeton NJ, Princeton University Press.